

ER 27/06/16

« La question de la gouvernance est centrale »

LE 23e congrès mondial de l'énergie vient de se tenir en Turquie. Cette rencontre qui a lieu tous les trois ans a réuni 8.000 participants : ministres en charge de l'énergie, parlementaires, producteurs et distributeurs d'énergie dans le monde. Bertrand Pancher, député maire de Bar-le-Duc, vice-président de l'UDI et responsable du pôle écologie au sein de son parti, faisait partie d'une délégation de quatre parlementaires français qui s'y est rendue à l'invitation d'EDF. L'objet de la rencontre : les grandes problématiques énergétiques dans le monde, les tendances et les moyens pour s'y adapter.



■ Bertrand Pancher, député maire de Bar-le-Duc, était en Turquie.

Maison intelligente

« La demande énergétique va croître jusqu'en 2060 », rappelle le parlementaire. Deux raisons à cela : la population mondiale augmente et 1,2 milliard de personnes n'ont pas encore accès à l'électricité. Pour autant, le monde de demain ne sera pas tout électrique mais « mixte » avec un « développement notable des énergies renouvelables (éolien et photovoltaïque) » et « le nucléaire qui ne saurait être abandonné ». Il faudra aussi tenir compte des impératifs du climat : « L'augmentation du coût du carbone est donc un enjeu ». Le charbon ?

« Tout dépendra de sa capacité à se moderniser ».

« Nous assistons à une révolution technologique pour mieux gérer nos consommations : c'est le cas de la maison intelligente et le transport va être confronté à la même logique », rapporte Bertrand Pancher. « La grande tendance, c'est donc la digitalisation et la numérisation ».

Aucun défi ne sera relevé sans convergence des politiques publiques : « La question de la gouvernance, au plan international et européen, est centrale. La difficulté n'est pas tant de trouver les moyens que d'organiser le marché. Il faut fixer des règles ».

Béatrice FRANÇOIS

« Attention au renversement des alliances »

► Le 23e congrès mondial de l'énergie s'est tenu à Istanbul dans un contexte particulier : la Turquie a essuyé une tentative de coup d'Etat à la mi-juillet « qui a laissé des traces » - 45 % des généraux limogés, 30.000 prisonniers, dont 180 journalistes - et renforcé le pouvoir en place.

Les tensions avec l'Europe existent : le pays, qui accueille 2,5 millions de réfugiés syriens, menace de ne pas respecter les accords avec le Vieux continent s'il n'y a pas de perspectives de délivrance de visas pour les Turcs.

Se considérant « peu soutenu par l'Occident », le président turc Erdogan a opéré un rapprochement avec la Russie, raison pour laquelle Vladimir Poutine assistait à ce congrès. Des liaisons dangereuses pour Bertrand Pancher : « Il est important de maintenir le dialogue avec la Turquie qui est un pilier de l'OTAN », prêche-t-il. « Attention au renversement des alliances... ». Le député « n'est pas pour une entrée de la Turquie dans l'Union européenne » mais favorable à un « statut spécial comme celui du Royaume-Uni ou de la Norvège ».